

Géopolitique de la puissance

Jean-François Fiorina s'entretient avec Thierry Garcin



Thierry Garcin. Professeur des universités (Paris-Descartes, la Sorbonne Abu-Dhabi) conférencier en relations internationales (HEC, Sciences Po, l'ENA), il a produit, de 1984 à 2017, l'émission *Les enjeux internationaux* (France culture) qui a contribué à initier le grand public aux questions géopolitiques.

A l'heure où certaines multinationales ne sont plus seulement des entreprises mais des pouvoirs en mesure d'influer sur les sociétés, les Etats gardent-ils le monopole de la puissance ? L'influence croissante des réseaux sociaux n'est-elle pas en train de relativiser la notion de territoire et de bouleverser en profondeur la dynamique des relations internationales ? L'emploi de la force est-il toujours, comme l'affirmait Raymond Aron, la voie la plus sûre de faire prévaloir sa volonté ? Dans son dernier livre, *La fragmentation du monde* (Editions Economica, 2018), Thierry Garcin bouscule plus d'une idée reçue et démontre combien on aurait tort de faire litière des structures étatiques qui, en dépit des mutations en cours, conservent, grâce à leur "puissance de feu", le moyen d'imposer leurs arbitrages.

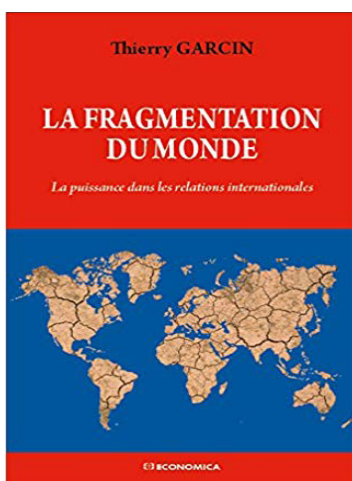
La "fragmentation du monde" est-elle la conséquence de la fin du système bipolaire qui, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, se structurait par l'équilibre de la terreur, ou s'explique-t-elle aussi par l'émergence d'autres acteurs que les Etats, multinationales surpuissantes, nouveaux réseaux d'informations, rôle croissant des ONG, etc. ?

La fin du communisme et les bouleversements qui en ont résulté, à commencer, en Europe, par l'unification allemande, ont évidemment libéré des forces qui, jusqu'alors, étaient maintenues sous le boisseau. Mais il serait trop simple de tout faire commencer à ce moment-là. Des signes avant-coureurs de la diversification du monde sont apparus dès le milieu des années Soixante-dix, d'un quadruple point de vue politique, économique, sociologique et médiatique.

Politique ? Je pense notamment à la généralisation des sommets internationaux qui ont permis de personnaliser les grandes négociations stratégiques ou commerciales en sortant progressivement du face-à-face Est-Ouest.

Dans le domaine économique, la croissance par l'exportation a également contribué au dégel, non sans transformer certaines entreprises, notamment américaines, en instruments d'influence non négligeables.

Sociologiquement, la montée en puissance des ONG a également renouvelé les formes traditionnelles de la diplomatie, certaines organisations jouant, sous le couvert dépolitisé de l'humanitaire, un rôle que les Etats ne pouvaient se permettre de tenir ouvertement. Sur le plan médiatique enfin, nous sommes entrés, à partir de 1985, avec la création de CNN International, dans l'ère de l'information continue, laquelle a considérablement modifié les psychologies collectives en privilégiant le registre de l'émotion. Un culte de l'événement s'est imposé au détriment de l'analyse et cela n'a pas peu contribué à modeler les opinions...



Donc, assurément, l'émergence de ces nouveaux facteurs a achevé de faire voler en éclats la relative stabilité du monde bipolaire, mais ce serait une erreur de croire que toutes ces évolutions n'ont accouché que de contre-pouvoirs à l'influence des Etats. De fait, les multinationales n'ont jamais été aussi puissantes, mais comment ne pas reconnaître que beaucoup a été fait, depuis le premier G 20, en 1999, pour lutter contre la fraude et mieux contrôler les paradis fiscaux ? Au temps de la Guerre froide, c'est peu dire que la Communauté internationale ignorait ce type de problèmes ; on ne peut plus dire cela aujourd'hui...



La puissance dans les relations internationales, dites-vous, se déploie grâce à une dialectique de la confrontation entre Etats. Allons-nous voir se déployer une dialectique analogue s'agissant des rapports entre ces derniers et ceux qui défient leur pouvoir, par exemple les GAFA, mais aussi les très grandes entreprises qui refusent de jouer le jeu de la solidarité en ne s'acquittant pas de leurs impôts sur les territoires d'où ils tirent leurs profits ?

Cette confrontation a déjà commencé, comme en témoigne l'annonce, le 29 janvier dernier, par l'OCDE, de l'accord conclu par 127 Etats pour mieux taxer les géants du Web, accord qui, il faut s'en féliciter, ne devrait pas se limiter aux seuls GAFA, mais concerner aussi des entreprises plus traditionnelles, comme McDonald ou Starbucks, qui se jouent des législations fiscales nationales...

Mais ne soyons pas naïfs pour autant. Se focaliser sur ces entreprises géantes qui, dit-on, seraient "plus puissantes que les Etats", c'est souvent se payer de mots, car cela occulte leur caractéristique majeure : celle d'être, bien souvent, les instruments d'influence d'un Etat en particulier, et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit du plus puissant du monde, l'Etat américain !

Derrière les hymnes à la liberté économique qu'entonnent ses dirigeants, se dissimule une utilisation systématique de l'économie privée au service de la puissance politique américaine. On l'a vu lors de la crise de 2007 où l'Etat américain s'est engagé à fond derrière ses banques et ses grandes entreprises, le secteur automobile notamment ; on l'a vu avec l'affaire Alstom où il a épaulé General Electric pour aboutir à la neutralisation puis au rachat de son concurrent ; on le voit tous les jours avec le protectionnisme assumé de Donald Trump, alors que ce sont les vieux Etats européens, réputés dirigistes, qui sont les plus fidèles à la philosophie anglo-saxonne du libre-échange, ce qui ne manque pas d'ironie...

Contrairement à ses concurrents d'outre-Atlantique, à l'Allemagne et au Japon, la France n'a jamais eu, et c'est dommage, l'habitude de défendre ses entreprises comme autant d'ambassadrices du rayonnement français.

Dans ce jeu de puissances, Soft power et Hard power ne peuvent, dites-vous, être séparés. En raison de l'importance croissante de la communication et de l'accès d'un nombre croissant d'individus à l'information, le Soft power n'est-il pas devenu cependant plus décisif encore que le Hard power ?

Je ne le crois pas. Sans la politique de puissance des Etats-Unis, que pèserait leur politique d'influence ? Les deux sont intimement liés. Ce qui peut arriver, en revanche, c'est qu'une politique de puissance ne se traduise pas mécaniquement par un *Soft Power* élaboré : sous de Gaulle, par exemple, la France a été exceptionnellement efficace dans l'usage de son *Hard Power*, symbolisé par le choix d'une défense nucléaire indépendante – la dissuasion du faible au fort, disait-on alors – mais n'a pas eu le temps d'élaborer un *Soft Power* à long terme, capable de rivaliser avec le rouleau compresseur idéologique américain et, plus largement, anglo-saxon. Notamment parce que, contrairement à nos concurrents d'outre-Atlantique, à l'Allemagne et au Japon, nous n'avons jamais eu, et c'est dommage, l'habitude de défendre nos entreprises comme autant d'ambassadrices du rayonnement français : politique étrangère et commerce extérieur se sont rarement épaulés. Certes, cela commence à changer, mais c'est rarement articulé avec un projet à long terme.

Il y a tout de même eu, dans les années Soixante, la politique d'influence au Québec, en Amérique Latine, en Asie du Sud-Est...

Certes, mais qu'en est-il resté, de Gaulle parti ? Aux Etats-Unis, le *Soft Power* transcende les administrations comme les présidents. C'est le prolongement naturel de la "Destinée manifeste" et de la "Nation indispensable", concepts dirigés, dès l'origine, contre la "vieille Europe"... Pendant la Guerre froide, le *Soft Power* était érigé au rang de politique publique, avec ses deux instruments extraordinairement efficaces

qu'étaient *Radio Liberty* et *Radio Europe libre*, financée par le Congrès, et *The Voice of America*, financée par l'exécutif. Et je ne parle pas du cinéma américain, du jazz, voire de l'art contemporain, qui ont joué un rôle essentiel dans la déstabilisation des régimes communistes.

Vous ne croyez donc pas à la théorie selon laquelle "le sens de l'Histoire" irait vers l'effacement progressif du pouvoir des Etats et l'organisation symétrique de la société mondiale en "réseaux d'influence" appelés à remplacer les communautés nationales soudées par un passé et une mémoire culturelle commune...

En 2008, le très libéral Gordon Brown a davantage misé sur une décision politique - garantir les emprunts interbancaires - que sur la "main invisible du marché" pour sauver les économies développées de la catastrophe...

Le "transnationalisme" est le type même de ces constructions académiques qui oublie le réel pour tendre vers le "souhaitable" ou réputé tel, fonctionnant comme un déni de réalité. C'est une idéologie, donc refermée sur elle-même : plus d'Etats, plus de frontières, plus de territoires, plus de souverainetés, le monde ne serait plus qu'un immense filet qui évoluerait au fil des interactions entre les entreprises, les ONG, les médias, les réseaux sociaux, etc. Or, si ces acteurs existent et prennent une importance croissante, leur rôle va plutôt dans le sens de la "fragmentation du monde" dont traite mon livre que dans celui de son unification...

Surtout, cette évolution n'empêche pas le phénomène paradoxal auquel nous assistons depuis les attentats du 11 septembre 2001, à savoir le grand retour des Etats ! Quels ont été, en effet, les premiers actes du gouvernement américain dans les heures qui ont suivi l'événement ? Le vote du *Patriot Act* et la décision de renflouer, avec de l'argent public, les trois grandes compagnies aériennes nationales qui menaçaient de mettre la clé sous la porte : Continental Airlines, Delta Airlines et United Airlines, instruments de la souveraineté des Etats-Unis sur leurs liaisons intérieures.

Et je ne parle pas du plan de sauvetage des banques mis en œuvre, dans la zone euro, après la crise de 2008. Souvenez-vous tout de même d'où est venue, en Europe, l'idée de garantir les emprunts interbancaires pour éviter l'effondrement général du système, comme en 1929 : du très libéral premier ministre britannique, Gordon Brown qui, en l'occurrence, a davantage misé sur une décision politique que sur la "main invisible du marché" pour sauver les économies développées de la catastrophe...

Bref, je ne crois pas un instant à l'effacement du politique dans le monde qui vient. Le pouvoir politique est fondé, en effet, sur la notion de souveraineté en même temps que sur un contrat social qui oblige l'Etat à défendre ses citoyens à l'intérieur de frontières données, et les citoyens à s'acquitter de leurs devoirs pour mériter cette protection. Le pouvoir économique est fondé sur le profit individuel, et plutôt sur le court terme. C'est une logique à la fois nécessaire et respectable, vitale même, pour la prospérité, mais qui n'a rien à voir avec celle de la puissance publique qui s'exerce dans la durée et qui, en dernier ressort, détient le monopole de la violence, la fameuse *ultima ratio regum* que Louis XIV fit graver sur ses canons...

L'usage du feu, ou sa menace, changent tout. J'ajoute que tout projet économique d'envergure qui touche à l'intérêt général peut difficilement se passer, pour réussir, de l'intervention de l'Etat. Il est de bon ton de critiquer l'Union européenne mais, sans elle, le projet Galileo, appelé à concurrencer le GPS américain, n'aurait jamais pu voir le jour. Si les entreprises n'avaient pas bénéficié de l'impulsion et de la garantie de la puissance publique, elles ne seraient jamais engagées dans des investissements à si long terme et sans promesse de profits immédiats...

Quelles sont, selon vous, les principales menaces pesant sur la stabilité des relations internationales dans les prochaines années ?

Dans le domaine économique, j'en vois essentiellement trois. D'abord la poursuite de la spéculation effrénée. Ensuite, par voie de conséquence, la formation de nouvelles bulles financières qui, cette fois, ne mettent plus seulement en cause l'endettement privé, mais l'endettement public. Autrement dit une crise généralisée des dettes souveraines. Enfin, le rôle de la corruption, individuelle et collective, étatique et privée, qui est un facteur croissant de déstabilisation des relations internationales.

Ce qui nous amène à autre facteur de risque, politique celui-là, et dont aucun Etat développé ne fait l'économie : la crise de confiance qui s'instaure un peu partout entre les citoyens et l'Etat. Cette crise, on ne peut d'ailleurs la séparer de la mondialisation qui, au lieu d'unifier les comportements, produit des clivages parfois violents. Il est clair que plus les centres de décision s'éloignent de ceux auxquels elles s'appliquent, plus les intéressés se replient sur des logiques identitaires. Enfin, comment ne pas être inquiet de la dissémination nucléaire qui semble devoir se poursuivre, mais aussi des grandes



Dans l'intérêt même des affaires, qui exigent un environnement stable et surtout une visibilité juridique, la stratégie du "coup de pied dans la fourmilière", chère aux Américains, n'est pas une bonne stratégie pour les Européens qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne sont pas dans une position léonine...

évolutions liées à l'intelligence artificielle, lesquelles vont dégager de nouveaux enjeux de puissance et donc, de nouveaux sujets d'affrontements, non seulement entre les Etats mais aussi et surtout entre les entreprises?

Dans ce domaine, en effet, il faut bien comprendre que nous ne sommes qu'au début de quelque chose dont on pressent la dimension déterminante mais dont on discerne encore mal les contours. Il en allait ainsi de l'Internet au début des années 1990 : tout le monde en parlait déjà mais nul ne mesurait encore l'importance de l'économie numérique ni des réseaux sociaux...

Vous soulignez aussi la violation croissante du droit international par les Etats qui siègent au Conseil de sécurité de l'Onu... Cette tendance délétère ne risque-t-elle pas de discréditer les grandes organisations internationales censées assurer l'arbitrage des conflits ?

C'est pire que cela, puisque la plupart des guerres récentes ont été déclenchées par des puissances qui se vantaient d'être les garantes de la paix mondiale ! Cinq pays sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

En moins d'un quart de siècle, qu'ont-ils fait ? Les Etats-Unis, en 2003, ont envahi un Etat-souverain – l'Irak –, déstabilisé le Moyen-Orient comme il ne l'avait jamais été depuis la Seconde guerre mondiale et agrandi, ce faisant, la boîte de Pandore du terrorisme islamiste ; en 2011, la France et la Grande-Bretagne ont réédité, en Libye, l'opération américaine d'Irak, avec des conséquences analogues augmentées d'une déstabilisation du Mali et d'une relance des flux migratoires ; en 2014, la Russie s'est emparée *manu militari* de la Crimée qui, en droit, est partie intégrante de l'Ukraine ; quant à la République populaire de Chine, elle accroît, depuis des années, son emprise militaire, avec une politique à l'israélienne du fait accompli, sur les archipels de mer de Chine méridionale [ndlr : les Spratleys et les Paracels] que revendiquent à tort ou à raison la plupart des puissances environnantes, à commencer par le Vietnam, les Philippines et la Malaisie...

Comment imaginer que, dans un tel contexte, ces cinq puissances puissent conserver la moindre autorité si, demain, l'Inde s'en prend au Pakistan, ou inversement ? Le grand désordre actuel a pour racine, incontestablement, le non-respect, par les Etats dominants, de l'ordre établi au lendemain de la Seconde guerre mondiale...

Fort de tous ces constats, quels conseils donneriez-vous aux futurs dirigeants d'entreprises appelés à se confronter à ce monde où, plus que jamais, règne la loi de la jungle ?

Le premier de tous : ne pas céder aux sirènes idéologiques en critiquant, par exemple, les règles du droit commercial international édictées par l'OMC... Je pense que ce n'est pas une bonne idée de mettre à bas un système certes imparfait, mais qui a le mérite de poser et de garantir une règle du jeu acceptable par l'ensemble des partenaires. En jouant constamment contre l'Organisation mondiale du commerce, les Etats-Unis n'ont qu'un but : faire triompher le droit du plus fort, autrement dit le leur. Dans l'intérêt de tous, il n'est jamais bon de mettre en cause la légitimité d'un juge de paix (l'Organisme de règlement des différends), sauf à vouloir couper la branche sur laquelle on est assis. Dans l'intérêt même des affaires, qui exigent un environnement stable et une surtout une visibilité juridique, la stratégie du coup de pied dans la fourmilière n'est pas à retenir pour les Européens qui ne sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, dans une position léonine.

L'autre conseil, c'est de ne pas privilégier la spéculation et le profit à court terme. Le profit est toujours réversible, c'est la grande leçon des grandes crises provoquées par l'éclatement des bulles financières... Le métier d'une entreprise, c'est évidemment de faire des bénéfices, ce ne doit pas être de précipiter le monde dans le chaos en oubliant ses devoirs envers les hommes et la société. Le profit est un moyen de développement, il ne doit pas être une fin en soi. L'économie n'est pas un casino, les grandes entreprises pérennes, qui contribuent à la croissance et à l'emploi, le prouvent *a contrario*, en ayant toujours adopté des stratégies à long terme fondées sur une analyse et une réflexion, c'est-à-dire une vision.

Enfin, c'est une erreur de considérer, par principe, l'Etat comme un ennemi de l'initiative privée. Il arrive qu'il la freine, par exemple en augmentant exagérément la fiscalité, mais il est clair que, dans le monde dangereux qui est le nôtre, le fait d'être épaulé par une puissance publique qui soutient ses entreprises est le meilleur atout possible dans la compétition internationale. ■



Thierry Garcin

Après des études de lettres (maîtrise), Thierry Garcin a soutenu sa thèse de doctorat en science politique à la Sorbonne en 1991 sur l'arme nucléaire française dans sa dimension géopolitique, avant une Habilitation à diriger des recherches à Paris-V en 2002, où il est chercheur associé et où il dirige des thèses (École doctorale, Centre Maurice-Hauriou).

Ses travaux ont toujours privilégié l'approche géopolitique des relations internationales et les grands thèmes stratégiques, avec une constante attention à l'arme nucléaire dans ses conférences, ses articles et ses ouvrages (*L'avenir de l'arme nucléaire*, Bruylant, 1995, préfacé par le général Pierre M. Gallois, avec lequel il a eu de longs entretiens privés durant une trentaine d'années).

Il est professeur invité à l'Université Paris-Sorbonne Abou Dhabi, depuis 2013, où il enseigne actuellement les conflits armés contemporains.

Ancien auditeur à l'IHEDN, il a été directeur de séminaire au Collège interarmées de défense

(École de guerre) de 2004 à 2007. Son dernier ouvrage, *La Fragmentation du monde. La puissance dans les relations internationales* (Economica, 2018), analyse les nouveaux facteurs de puissance et l'évolution des



rapports de force entre nations et nouveaux acteurs informels depuis les bouleversements internationaux de 1989-1991. Il y développe l'idée que, dans un monde multipolaire évolutif (mais où les pôles ne sont pas de même nature), on constate en fait un déficit de puissance. Parallèlement aux enseignements universitaires (Paris-I, Paris-III, Marne-le-Vallée, notamment), Thierry Garcin a enseigné les questions internationales et la géopolitique à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1993 et 2005.

Maître de conférences à HEC, il travaille au sein du Centre HEC Paris de géopolitique, en lien direct avec les entreprises, dont il connaît les préoccupations pour avoir animé de nombreux séminaires sur les questions internationales.

Juré aux concours du Ministère des affaires étrangères (2002-2011), il est conférencier à l'École nationale d'administration (ÉNA). Lauréat du prix 2005 de l'Annuaire français de relations internationales (AFRI), il poursuit ses travaux sur les questions stratégiques, avec un intérêt particulier porté à l'Arctique (*Géopolitique de l'Arctique*, Economica, 2013).

Durant trente-trois ans (1984-2017), Thierry Garcin a été responsable de l'émission quotidienne *Les Enjeux internationaux* à Radio-France et effectué de très nombreux reportages à l'étranger (ayant parcouru une centaine de pays). Son souci de connaître le "terrain" ne l'a jamais quitté. À titre privé, il s'est aussi consacré à l'aviation en tant que pilote aux instruments (mono et bimoteur) et a effectué plus de 800 "percées" durant des dizaines d'années.

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de Grenoble Ecole de Management pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (Communication & Influence n°19, mai 2010) [Photos DR] ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur notes-geopolitiques.com